

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

MARDI 19 FEVRIER 1980 - No 33 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

ZIMBABWE

Multiplications des provocations britanniques contre les forces patriotiques

Les élections libres sont de plus en plus remises en cause, du fait des multiples attaques portées chaque jour contre la principale organisation du Front Patriotique, la ZANU. Arrestations, attentats, interdiction de réunions électorales... doublement des forces de répression.

Voir page 6

Izmir (Turquie)

Armée contre grévistes : 50 morts



△ A Izmir, des milliers de soldats appuyés par des blindés contre les ouvrières et ouvriers en grève d'une usine textile. Sur la photo, un commando a pris position autour de l'usine.

Plogoff : violents incidents en fin de semaine

Lire page 3

Des suicides qui accusent

• Dans la nuit du 13 au 14 février, Janine Causse, employée au Centre des Chèques Postaux de Paris s'est donnée la mort. Les syndicats CGT et CFDT des Chèques accusent

(Voir leur communiqué p.7)

• Vendredi, Huguette Charlot s'est pendue. Maitresse-auxiliaire depuis 10 ans, elle s'est suicidée comme l'ont fait plusieurs maitres-auxiliaires ces derniers temps. Une manifestation silencieuse a lieu devant l'inspection académique du Mans.

(Voir éditorial p.3)

• Grève jeudi au Centre de Tri de Trappes. Imbert Ortega qui s'est suicidé, y était employé.

Le redéploiement américain à proximité du Golfe et de la Palestine

Lire en page 2

Palestine : Un entretien avec le journaliste Ilan Halevi

Lire en page 8

Le dernier combat de Tito

Lundi en fin de matinée, le bulletin de santé sur l'état du président Tito disait toujours que sa santé est «sans changement», que son état est critique. Il indiquait également qu'il avait des moments de lucidité et avait même reçu samedi et dimanche la visite de plusieurs dirigeants politiques.

La volonté de vivre du dernier grand dirigeant de l'après-guerre, sa constitution robuste et les soins intensifs qui lui sont fournis permettent de faire reculer momentanément l'instant fatal. Car en Yougoslavie, à présent, tout le monde s'y attend.

Les bouleversements introduits par l'invasion de l'Afghanistan par 100 000 soldats soviétiques et la réaction des États-Unis, ont ouvert un nouveau chapitre dans les relations internationales. C'est une confrontation quasiment ouverte dans les conditions nouvelles découlant des résultats de la période dite de « détente ».

La région du golfe se trouve aux premières lignes de ce développement, pour plusieurs raisons. D'abord parce que c'est une zone vitale pour quiconque veut parvenir à une domination mondiale, à cause du flux pétrolier ; ensuite parce que c'est une région qui connaît en permanence des problèmes cruciaux non résolus. En particulier, il y a la persistance de problèmes graves dus à l'oppression de certaines nationalités ou peuples, et il y a la question palestinienne, question clé pour la paix dans cette région du monde. En troisième lieu, c'est une zone en direction de laquelle l'Union Soviétique a effectué une très grosse percée au cours des trois dernières années, l'invasion de l'Afghanistan apparaissant comme une étape très importante dans les préparatifs destinés à lancer dès que les conditions s'y prêteront une offensive majeure au cœur du golfe. En quatrième lieu, c'est une zone où les États-Unis ont connu des revers importants, en particulier avec la chute du shah, qui a montré quelle vanité était la politique consistant à faire reposer une stratégie régionale sur des États gendarmes. Ce qui ne signifie pas pour autant que les États-Unis renoncent à cette politique. Les revers qu'ils ont subis ont conduit les États-Unis à s'engager plus qu'auparavant sur le plan militaire, décidés qu'ils sont à conserver à tout prix le contrôle sur cette région, atout stratégique que les Soviétiques paraissent avoir l'ambition de s'assurer.

Pour une part, le déroulement des événements dans cette région conditionne le développement des événements mondiaux. A l'heure actuelle s'y dessinent certains traits essentiels de la nouvelle phase de la confrontation soviéto-américaine qui menace gravement l'indépendance, la liberté et la sécurité des peuples.

Le déploiement militaire américain dans l'océan Indien est parti d'un profond courant, né au sein de l'administration américaine et parmi les politiciens, qui vise à accroître le budget militaire américain, un courant en réaction à la croissance du potentiel soviétique et à sa mise en œuvre. En 1978, à l'instigation des États-Unis, l'OTAN a décidé que les budgets militaires des pays membres devaient croître de 3 % par an en termes réels.

Le budget US prévu pour 1981, et présenté en décembre dernier, prévoit une augmentation en termes réels de 3,5 %. Destiné à asseoir la puissance américaine face aux progrès de l'URSS, l'effort entrepris par les États-Unis vise également à l'affirmation de leur puissance dans des zones d'importance stratégique essentielle comme c'est le cas aujourd'hui pour le Golfe. A ce sujet, un projet en vue d'une « coopération régionale » a été mis en discussion dans l'administration, comprenant la mise en place d'un très gros dispositif militaire (dont une force d'intervention de plus de 100 000 hommes sur laquelle nous reviendrons), la définition de liens dits de sécurité avec Israël, l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Pakistan et la mise sur pied d'exercices militaires communs.

CONTRE LES PEUPLES

L'une des significations des projets américains a été fournie par l'affaire iranienne. Au 10 décembre 1979, les États-Unis

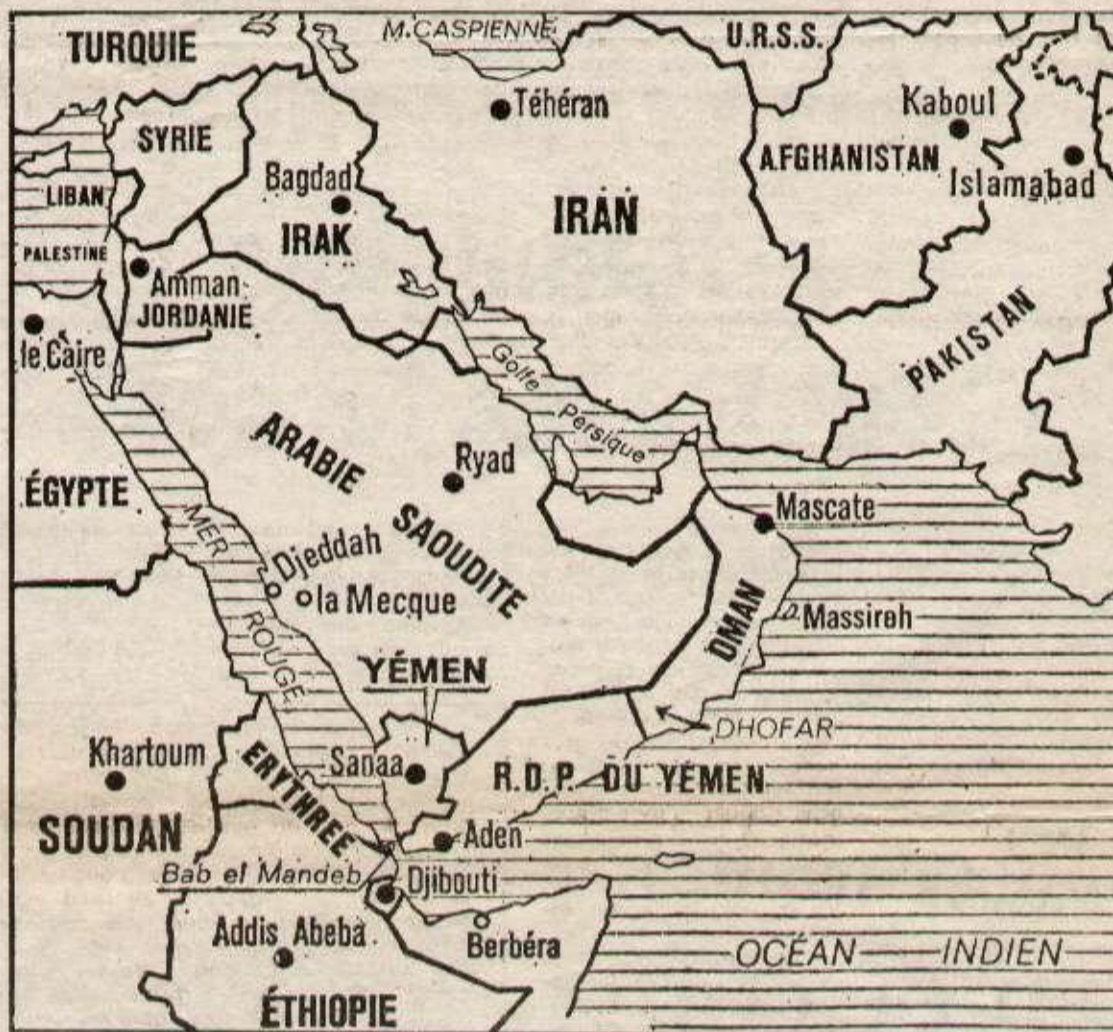
avaient disposé face à l'Iran 23 navires et 300 chasseurs bombardiers.

Cette puissance formidable, capable de détruire rapidement les centres vitaux de l'Iran, était bien plus qu'une simple force de dissuasion ; il s'agissait d'un énorme moyen de pression destiné à contraindre par la force un pays beaucoup moins puissant. Que la force américaine n'ait pas été utilisée indique seulement que les États-Unis ont estimé que cela ne les arrangeait pas, qu'ils envisagent l'utilisation de la force d'une façon plus sélective qu'ils ne l'avaient fait lorsqu'ils parlaient à la conquête de leur « empire », ou lors de la guerre d'Indochine. Mais cela n'enlève rien à la menace potentielle que fait peser la force américaine sur les pays qu'elle est censée couvrir, puisque le principe d'utilisation de la force d'intervention est « quand et où nous estimerons nous-mêmes nécessaire d'utiliser la force pour influencer sur le cours des événements », ainsi que l'affirme un conseiller américain. Non seulement les peuples sont menacés, mais d'emblée, les éventuels partenaires des États-Unis sont exclus de tout pouvoir de décision.

La seconde caractéristique du projet américain est qu'il est exclusivement destiné à promouvoir des solutions américaines aux crises régionales. Dans la région du Golfe et du Moyen Orient, ceci se traduit par l'accord de paix israélo-égyptien, imposé à l'encontre des pays de

Le redéploiement américain à proximité du Golfe et de la Palestine

Par Grégoire CARRAT



la région, au mépris du peuple palestinien et de ses droits. Le lien étroit qui existe entre les démarches accomplies actuellement pour obtenir des bases dans le Golfe et la question palestinienne s'est manifesté de plusieurs manières.

GOLFE ET PALESTINE

En janvier 1980, les USA ont rejeté la proposition israélo-égyptienne de leur laisser le libre-usage des bases aériennes et navales, afin, affirme le porte-parole de la Maison Blanche, de ne pas indisposer les États de

la région. Ceci témoigne de l'hostilité exprimée par les divers pays arabes, et quel que soit leur régime, vis-à-vis de la « protection » américaine.

La mission américaine qui avait visité l'Arabie Saoudite en décembre avait rapporté que le gouvernement saoudien s'était fermement opposé à servir de base de départ pour des opérations militaires américaines ou pour toute autre présence militaire américaine importante. La conférence ministérielle du 15 janvier du front de la fermeté, regroupant plusieurs des pays arabes opposés à Camp David et l'OLP, a affirmé dans son communiqué final qu'elle « met en garde contre toute tentative d'installation de bases militaires étrangères dans le monde arabe, ceci étant de nature à pousser la région arabe à devenir l'enjeu des rivalités internationales et à amener les pays de cette région à renoncer à leur indépendance nationale et à leur non-alignement ». Le ministre des Affaires étrangères du Koweït déclarait le 24 janvier dernier que l'occupation de la Cisjordanie par Israël, soutenue par les États-Unis n'était pas moins grave que l'intervention soviétique en Afghanistan. L'agence officielle des Émirats arabes unis écrivait le même jour : « Les grandes puissances ne nous considèrent que comme un marché pour leurs armes, une source de pétrole et un champ de bataille expérimental ».

De même la conférence islamique réunie à Islamabad le 28 janvier 1980, tout en exigeant fermement le retrait des forces soviétiques d'Afghanistan, a préconisé le boycott strict de l'Égypte pour avoir signé l'accord de paix avec Israël.

LES DANGERS ACTUELS

Alors même que se constitue une relative unité dans la région contre l'invasion soviétique de l'Afghanistan, les États-Unis tentent de tirer bénéfice de la situation. Mais, ils pourraient connaître certaines difficultés dans le déploiement de la totalité de leurs projets.

D'autres difficultés leur sont opposées à proximité même du théâtre des opérations, au Pakistan et en Iran. Toutefois la menace que fait peser leur redéploiement dans l'Océan Indien reste entière. Tout d'abord, parce qu'ils disposent de moyens déjà importants avec les bases existantes, ensuite parce qu'ils sont en passe de constituer une quasi alliance militaire avec l'Égypte, et bien sûr avec Israël.

La rivalité accrue soviéto-US à laquelle s'opposent à des degrés divers la plupart des pays de la région prend de ce fait un tour plus aigu, et plus menaçant pour les pays et peuples de la région. Cette situation loin de desserrer l'étreinte dans laquelle est prise l'Europe, ne fait que l'aggraver. D'abord du fait que le risque d'escalade, en germe dans la confrontation soviéto-américaine à proximité du Golfe, a des incidences directes sur l'Europe. Ensuite parce que les pays européens ont des possibilités limitées pour intervenir contre le danger qui pèse ainsi sur eux.

Les démarches américaines...

« Les soviétiques doivent savoir que si leur plan est de se diriger vers le Golfe Persique, cela veut dire la guerre » déclarait Clark Clifford, l'envoyé spécial du président Carter, en Inde, au début de ce mois. La virulence de ces propos fut critiquée quelques jours plus tard par le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance. Toutefois, ils reflètent bien la volonté de durcissement américain, comme l'indique le fait qu'un certain nombre de voyages effectués ces derniers temps par des représentants américains, à proximité du Golfe Persique, ont visé la conclusion d'accords militaires, ou l'obtention de points d'appui sur les forces américaines, dans la région.

Ces démarches n'ont pas vu le jour simplement avec l'invasion soviétique en Afghanistan, elles ont prolongé et amplifié des démarches antérieures à cette invasion, notamment après la chute du Shah d'Iran.

Pour la seconde fois en 6 semaines, le directeur des affaires politico-militaires au département d'Etat américain, Bartholomew, effectuait, début février, une tournée au Kenya, en Somalie, à Oman, en Arabie Saoudite, l'objet de ses visites étant de s'assurer le droit d'utiliser des bases militaires en cas d'intervention américaine.

Ainsi, le sultanat d'Oman aurait donné à cette occasion son accord de principe à l'utilisation de certaines installations militaires — notamment l'aéroport de l'île de Massirah et le port de Mascate — par l'armée de l'air et la marine américaines. De plus, les États-Unis pourraient désormais stocker du pétrole et du matériel militaire dans le sultanat, utilisables en cas d'intervention.

A peu près, au même moment, Brzezinski, conseiller de Carter pour les questions de sécurité, et Christopher, secrétaire d'Etat américain adjoint, effectuaient une visite au Pakistan. Outre l'aide militaire américaine, de plusieurs centaines de millions de dollars, qui a été envisagée, la question d'un véritable traité d'alliance militaire a été discutée. Il s'agirait de remettre en vigueur et de développer les termes de l'accord militaire datant de 1959.

A l'issue de leur voyage au Pakistan, les deux responsables américains se sont rendus également en Arabie Saoudite, notamment pour négocier avec les dirigeants saoudiens, la fourniture d'une aide militaire commune au Pakistan. Mais, jusqu'ici, l'Arabie Saoudite a refusé d'acquiescer à la demande de Washington de fournir des points d'appui à force d'intervention américaine.

Demain :
Le projet US de
force d'intervention
rapide

Plogoff : à nouveau de violents incidents vendredi et samedi

Le départ des mairies annexes et des gendarmes mobiles a donné lieu à des heurts particulièrement violents vendredi et samedi. Vendredi, une habitante de Plogoff qui, désarmée, insultait les gardes-mobiles, a été violemment frappée par un flic puis heurtée volontairement aux jambes par un camion ; elle n'a été heureusement que légèrement blessée.

Samedi, au cours d'affrontements, 3 manifestants ont été blessés, dont l'un au visage. Les flics utilisaient du gaz lacrymogène et du gaz CF (ce gaz, en plus

d'une action lacrymogène brûle la peau, coupe la respiration et l'action des muscles), tirant systématiquement à tir tendu. De nombreux témoins ont pu remarquer qu'ils utilisaient aussi des lance-pierres et des grenades offensives (au moins 3, vendredi soir, une vingtaine, samedi matin) qui laissent dans la terre meuble des critères caractéristiques. Visiblement, les gardes-mobiles cherchent à provoquer de graves blessures chez les manifestants, afin de les décourager de s'opposer à l'enquête d'utilité publique, mais comme

nous l'avait indiqué la semaine dernière un habitant de Plogoff : « On a bien foutu les nazis dehors, on ne va pas se laisser faire par des gardes-mobiles ».

Pour étendre le soutien, de nombreuses actions de popularisation sont prévues. Samedi, à Brest, s'est déroulée une journée de soutien à la population du Cap Sizun. Après des interventions dans plusieurs quartiers, un point fort a été marqué face à l'EDF dans la très passante rue Jean Jaurès. Une centrale en papier a été symboliquement in-

centrée au beau milieu de la chaussée. Le tract distribué soulignait que l'enquête d'utilité publique est une mascarade et notait qu'à Braud Saint-Louis et Nogen, malgré des dizaines de milliers d'avis défavorables, le pouvoir avait décidé de construire les centrales. Enfin, un tour de Bretagne a été organisé par des habitants du Cap Sizun, afin de faire connaître leur lutte contre la centrale, au-delà du spectaculaire et des mensonges quotidiennement répandus par la presse au service du pouvoir et *L'Humanité*.

Stop à la répression !

Vendredi 8 février à 23 heures, 8 camions de gendarmes mobiles se dirigent vers Plogoff ; bien entendu, ils sont mal « accueillis ». Au niveau du groupe, ils s'arrêtent et 4 gendarmes cueillent un homme seul, Eugène Coquet, l'assomment et le traînent par les pieds dans un camion. Puis le silence sur son sort mal-

gré l'intervention du maire, on reste sans nouvelle jusqu'au samedi soir à 23 heures. Une justice expéditive venait de le juger en flagrant délit sans lui laisser le temps de préparer sa défense. De quoi est-il accusé ? « Port d'arme » : une fronde. La peine prononcée : 45 jours de prison ferme ! Sous les coups, Eugène Coquet a tout avoué, même ce qu'il n'avait pas fait. L'état de ses vêtements témoigne des violences exercées à son en-

contre.

Une fois de plus, nous devons dénoncer les méthodes policières et la violence qui est le fait des forces dites de l'ordre, la disproportion entre le délit et la peine. Nous dénonçons la collusion de la justice et de l'armée qui s'entendent à merveille pour réprimer la population de Plogoff : tout gendarme mobile faisant usage de ses armes de guerre sera

en état de légitime défense, voilà ce qui transparaît dans la déclaration du préfet.

Nous ne nous laisserons pas intimider par ces provocations et, une fois de plus,

nous appelons les populations à soutenir notre lutte légitime contre l'installation de la centrale nucléaire.

Le Comité de Défense de PLOGOFF

Le PCF et Plogoff

Dans une déclaration, reproduite par *L'Humanité*, Louis Le Roux, membre du Comité central du PCF et conseiller régional de Bretagne, affirme au sujet des événements qui se déroulent à Plogoff : « La violence se substitue petit à petit au nécessaire débat démocratique. Souhaitant que la population puisse s'exprimer en toute liberté, les fédérations bretonnes du parti communiste exigent du gouvernement qu'il procède au retrait immédiat des forces de police, afin de dédramatiser la situation et demandent aux élus de prendre simultanément toutes dispositions légales pour que la population locale puisse faire connaître son sentiment. Les problèmes posés dans la vie du pays, y compris ceux concernant le nucléaire, ne se régleront pas par la violence — qui ne peut que donner au gouvernement la possibilité de restreindre les libertés — mais par le développement de la démocratie ».

Le PCF demande le retrait des gendarmes mobiles, très bien. Mais, il demande aussi ce que justement la présence des gendarmes mobiles veut imposer, l'enquête d'utilité publique. La population de Plogoff a déjà largement fait connaître son point de vue à ce sujet. Enfin, Louis Le Roux semble rendre les habitants de Plogoff responsables des violences. Pour que tout aille bien et que la « démocratie se développe », il faudrait donc que le maire et la population de Plogoff acceptent l'enquête bidon d'utilité publique et laissent leur commune vivre à l'heure de l'occupation policière.

Depuis le rétablissement des relations diplomatiques hispano-soviétiques, en février 1977, ce sont sept soviétiques qui ont été expulsés d'Espagne pour espionnage. Vendredi et samedi, deux soviétiques en poste à Madrid ont pris l'avion qui assure quotidiennement la liaison avec Moscou. Le premier était le directeur du siège madrilène de l'Aéroflot, arrêté en possession de documents compromettant la sécurité nationale espagnole. Le lendemain c'était le premier secrétaire de l'ambassade, accusé d'espionnage.

Un troisième, Igor Ivanov, devrait suivre le même chemin. Il s'agit du second secrétaire de l'ambassade. Selon le correspondant du quotidien *«El País»* à Moscou, il ferait partie du KGB

(service d'espionnage russe similaire à la CIA américaine). De plus, son rôle serait prédominant au sein de la représentation russe à Madrid.

La Suède vient d'expulser un « diplomate » russe, le troisième en un an.

En France, l'expulsion du consul Travkov suscite à Marseille de « gaillardes » prises de bec entre PCF et PS. *«La Marseillaise»*, journal local du PCF, est le seul journal à garder le silence sur cette affaire. Deferre, après s'être étonné de ce silence, déclarait au conseil municipal : « J'espère pour l'honneur de Marseille qu'aucun marseillais n'est mêlé dans cette affaire. J'espère qu'aucun communiste n'est compromis ». Guy Hermier, pour le PCF, a alors poussé de hauts cris. Et les déclara-

tions succèdent aux déclarations.

Les quatre personnes arrêtées devraient être entendues par la DST.

Quand à Travkov, il aurait mis en place des filières d'espionnage technologique principalement sur Toulon, dans le Var (marine de guerre), et sur l'étang de Berre, dans les Bouches-du-Rhône (aéronautique). Il pourrait être le chef de file du KGB sur la côte méditerranéenne. Ses objectifs : le Mirage 2000, les réacteurs M53 qui l'équipent, le système de pilotage par signaux électriques, le nouvel armement atomique AN52 dont est équipé le chasseur-bombardier « Super-Étendard ».

C.L.

Editorial

La machine à broyer les hommes

Philippe Marchau, délégué CGT à Peugeot Sochaux : il s'est suicidé. Victime des brimades, des mises à pied dont il était l'objet de la part du patronat et de ses gardes-chiourmes.

Imbert Ortega : 22 ans, postier au centre de tri de Trappes. Il venait de Bretagne. Il s'est suicidé comme l'ont fait cinq autres de ses collègues du centre au cours de ces dernières années.

Janine Causse : 26 ans, employée au centre des chèques postaux de Paris. Elle venait de Corrèze. Elle s'est suicidée, comme d'autres employées du centre l'ont fait ces dernières années. Entre les suicides de Janine et celui d'Imbert, un point commun : contraints à quitter leur région, loin de leurs amis, de leur famille, ils ont été jetés dans l'isolement et les dures conditions de travail. Comme l'indiquent les syndicats CGT et CFDT des chèques, la politique gouvernementale est responsable de ces suicides, elle qui oblige des milliers de jeunes postiers à quitter leur pays.

Huguette Charlot était maîtresse-auxiliaire depuis 10 ans. Elle aussi a « craqué » comme on dit. Menacée constamment dans son emploi, elle devait aller d'un établissement scolaire à un autre, séparés par des dizaines de kilomètres. Combien de maîtres-auxiliaires comme elle ont-ils « craqué » eux-aussi ? Comme l'indique la FEN de la Sarthe, où Huguette enseignait, là encore, la politique gouvernementale est responsable. Elle refuse un emploi à 6 000 maîtres-auxiliaires, elle impose des conditions de travail impossibles aux autres, elle les maintient sous la menace du chômage. Ces suicides accusent une politique et un système pour qui les hommes ne sont rien. Un système où tout est déterminé par la froide logique du profit. Un système qui prive les uns de travail tandis que les autres sont écrasés par les cadences, qui contraignent des milliers de personnes à quitter des régions vouées à la désertification, un système où la répression quotidienne s'abat sur ceux qui veulent le combattre dans les grands bagnes modernes.

Quatre noms, mais combien d'autres nous sont inconnus ? Des morts qui accusent et qui incitent dès aujourd'hui à développer l'action contre la politique gouvernementale pour l'embauche de personnel dans les PTT, pour le droit de vivre et travailler au pays, pour la titularisation des auxiliaires, pour les libertés syndicales.

P. BURNAND

Iran : la commission d'enquête

En ce moment toute l'attention est portée sur la constitution de la commission d'enquête internationale sur les crimes du Chah. Sadegh Ghotbzadeh, ministre iranien des Affaires étrangères, était de passage à Paris ce week-end pour s'entretenir avec son homologue François-Poncet.

Cette commission serait le fruit de négociations entre les Etats-Unis et l'Iran. Le ministre iranien a indiqué que sa formation n'entraînera pas automatiquement la libération des otages et qu'ils ne pourraient être libérés qu'après que la commission aura fait son rapport. Elle devrait siéger à Téhéran et nulle part ailleurs, car c'est en Iran que le dictateur a sévit.

Selon des sources officielles, la commission serait composée de M. Bed-

jaoui, représentant de l'Algérie à l'ONU ; Choudhury, ancien président du Bangladesh ; Daoudy, conseiller du président Assad de Syrie ; Aguilar, ancien ambassadeur du Venezuela à l'ONU ; et de Maître Pettiti, avocat français.

« Que les américains fassent leur autocritique est la moindre des choses », a réaffirmé Ghotbzadeh. Ceci va dans le sens des déclarations du président Bani Sadr ; soulignaient une fois de plus que « la libération des otages américains dépendait de la reconnaissance, par les Etats-Unis, des erreurs du passé, tout comme de l'engagement par Washington de ne dresser aucun obstacle à l'extradition du Chah, à la récupération de ses biens par l'Iran et enfin de la promesse des Américains de ne plus s'immiscer dans les affaires intérieures iraniennes ».

Trafic d'armes

Selon l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*, le gouvernement français négocie la vente secrète d'armes perfectionnées au régime raciste sud-africain. Pour cela, selon ce journal, il utilise l'Égypte comme intermédiaire. Le contrat de ventes se monte à environ 350 millions de francs. Il concerne des véhicules blindés et des missiles sol-air « Crotale ». Dans ce cas, l'impérialisme français contribue à ce que ce régime rétrograde et fasciste devienne la plus grande puissance militaire du continent africain.

politique

Un point pour Hersant

André Oudinot, député de la Somme, mais surtout bras droit de Hersant, vient d'être élu président du syndicat de la presse parisienne. Cette élection, qui l'opposait à Jacques Sauvageot, co-gérant du Monde, avait un enjeu politique (voir QdP du 15 février). Deux groupes bien distincts s'affrontaient : d'un côté, les « journaux Hersant » (France-Soir, Le Figaro, l'Aurore, Paris-Turf), et d'un autre côté, Le Monde, Le Matin, l'Humanité et le Journal du Dimanche. Entre les deux, quatre journaux économiques ayant des liens avec le groupe Hachette. Ce sont ces quatre journaux qui ont fait pencher la balance. Refusant la tutelle Hersant (le syndicat de la presse parisienne, entre autre, négocie les problèmes de diffusions et de prix de vente), il se pourrait que certains journaux, tels Le Monde, quittent ce syndicat.

En désaccord sur l'Afghanistan, un responsable du PCF blâmé publiquement par sa section

Pour avoir condamné le soutien du PCF à l'invasion soviétique en Afghanistan lors d'une réunion du conseil municipal, un militant du PCF de Tourcoing, Christian Maes, vient d'être blâmé publiquement par sa section. Dans un communiqué, la section précise même que « le mandat qu'il détient est à la disposition du parti », indiquant par là que Christian Maes pourrait être contraint de démissionner de sa responsabilité d'adjoint au maire chargé des problèmes culturels. Après que les responsables de la section de Tourcoing eussent expliqué que « c'est délibérément que Maes a tourné le dos aux règles de fonctionnement démocratique du PCF », celui-ci a précisé : « Il n'y a pas eu de débat sur l'affaire de l'Afghanistan dans le parti : on nous a imposé une ligne ». Alors que de très nombreux militants du PCF ont fait connaître publiquement leur opposition à la direction du PCF, sur l'Afghanistan ou sur d'autres questions depuis mars 1978, c'est une des premières fois qu'un organisme du PCF utilise une sanction statutaire. A la fin de 1978, Marchis avait fait savoir qu'il était « opposé à toute sanction ».

France-Nouvelle : c'est fini

France-Nouvelle publie cette semaine son 1788e et dernier numéro. L'hebdomadaire central du PCF, qui avait succédé il y a 35 ans au France d'abord, apparu pendant la résistance, cédera la place à Révolution le 7 mars prochain. L'éditorial du dernier numéro précise qu'une page « résolument nouvelle est tournée. Face à la guerre idéologique, Révolution mènera le combat pour la stratégie du socialisme démocratique et autogestionnaire ».

Armée

Les soldats de métier sont les plus nombreux

Il y a dans l'armée française plus de militaires de carrière que d'appelés du contingent. En 1980, sur un effectif total de 584 000 hommes, il y aura 53,80 % d'engagés, contre 46,20 % d'appelés. Ces chiffres spectaculaires viennent d'être connus au moment où le débat sur la Défense Nationale est relancé en France.

Lors de sa récente conférence de presse, Chirac a consacré une bonne partie de ses propos à la Défense, en réclamant notamment un accroissement des moyens de la force de dissuasion nucléaire.

LA LOI DE PROGRAMMATION

Ces multiples prises de positions découlent évidemment de l'évolution de la situation internationale. Mais elles interviennent éga-

lement à un moment où commencent à se préparer les avants-projets de la future loi de programmation militaire. Celle qui est actuellement en cours, depuis 1977, doit en effet se terminer en 1982.

La diminution de la part des soldats du contingent provient directement de cette loi de programmation actuellement en cours.

de « conséquences de la baisse démographique », mais celle-ci, bien réelle aujourd'hui, n'affecte pas les classes d'âge actuellement concernées par la conscription. On parle aussi de « libéralisme » dans le recrutement du service militaire : en fait, le taux de jeunes effectuant leur service militaire s'est stabilisé depuis plusieurs années déjà autour de 70 à 75 %, ce qui est supérieur à bien des pays.

Lecanuet et Poniatowski, avec prudence il est vrai, reviennent sur l'idée d'une défense européenne indépendante ; Giscard vient de réunir, il y a une dizaine de jours, un conseil interministériel sur les questions du nucléaire militaire. Des officiers supérieurs, pourtant peu enclins aux déclarations publiques, participent de ce débat : après le commandant de la 1e armée, qui évoquait l'attitude de l'armée française face à la « bataille de l'avant », c'est au tour de l'amiral Accary, commandant en chef de la flotte méditerranéenne, de prendre position : « Nous avons ce que nous pouvons nous offrir dans le système économique français. Nous n'avons pas ce qu'il faudrait pour mettre, à coup sûr, la France à l'abri dans le monde dangereux où nous vivons ».

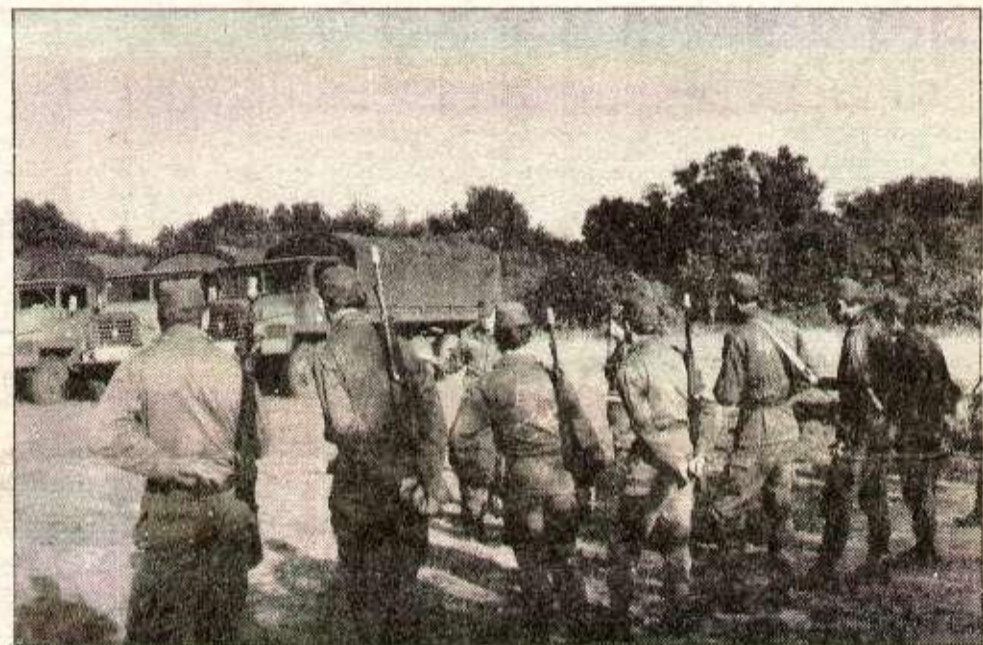


Photo Rob Regard

Naissance de l'écologie politique

Samedi et dimanche s'est tenue à Versailles l'assemblée constitutive du Mouvement d'Ecologie Politique (MEP), organisation issue principalement du collectif Europe Ecologie et du Mouvement écologiste. Au terme de cette assemblée, les délégués du MEP ont tenu une conférence de presse pour rendre compte de leurs travaux. L'assemblée a défini les statuts du mouvement, précisé par les thèmes de campagnes prioritaires, arrêté une position par rapport aux présidentielles et élu son organisme diri-

geant. Il faudra attendre les assises de Lyon (du 1er au 4 mai) qui rassembleront le MEP et le Réseau des Amis de la Terre (RAT) pour que soient connues les propositions de candidatures. Les écologistes n'ont pas attendu la création du MEP pour poser des problèmes politiques, mais la naissance de la nouvelle organisation marque la volonté de certains écologistes d'élaborer un projet politique global.

La structure du MEP est fondée sur deux idées : « conserver les aspects positifs du fonctionnement interrégional (cf Europe Ecologie) » et donner une colonne vertébrale théorique au mouvement. Le conseil national, organisme dirigeant, est composé de 46 membres, une moitié est élue directement par l'assemblée générale annuelle de tous les adhérents, l'autre est formée des 23 délégués de régions élus par des assemblées régionales. Un bureau national de 12 membres, dont la rééligibilité est limitée, exécute les décisions du conseil, représente et administre le MEP.

Le MEP a retenu le principe de l'adhésion individuelle excluant toute appartenance à d'autres organisations politiques. L'assemblée, comportant 99 délégués, représentait 429 « pouvoirs ». Parmi les 23 élus au conseil national par l'assemblée, relevons les noms de Philippe Lebreton (Charente-Maritime), Catherine Bonnel (Région parisienne), Michel Pollit-

LA PERSPECTIVE DES PRÉSIDENTIELLES

Le principal mérite de cette conférence de presse aura été de clarifier quelque peu l'attitude des initiateurs du MEP par rapport aux présidentielles. D'abord, le principe d'une candidature a été retenu. Ensuite, le candidat devra, selon le MEP, se soumettre à trois exigences : se faire l'expression des thèmes fondamentaux du mouvement, annoncer publiquement sa non appartenance à un parti et refuser tout désistement ou consigne de vote au second tour, enfin être le porte-parole détaché d'une équipe.

Afin d'éviter la multiplicité des candidatures, la plupart des groupes écologistes ont constitué un comité de liaison pour s'accorder sur une campagne commune. Le MEP ne tient pas à s'en désolidariser et ce sont les assises du CLE

à Lyon qui, du 1er au 4 mai, proposeront des noms de personnalités. Quant aux candidatures du type de celle de Garaudy, le MEP les rejette pour être autoproclamées. Le cas Delarue, initiateur du MEP, exclu par le bureau provisoire, reste trouble comme en témoigne la position malaisée des dirigeants du MEP. Certains l'ignorent en le considérant comme non adhérent, d'autres demandent que sa participation au MEP soit réexaminée.

La campagne écologiste développera 3 thèmes, qui ont été précisés par travail en commission : la dénonciation de l'iniquité des lois électorales et la proposition du référendum à initiative populaire, la réaffirmation du non au nucléaire en prônant de strictes économies d'énergie et le développement d'énergies nouvelles, enfin, la dénonciation du pillage des pays du tiers-monde par les pays industrialisés et les ventes d'armes à ces pays.

L'ACTION DU MEP

Les déclarations à la presse faites par les dirigeants du MEP laissent à penser que la mise en place des structures, l'élaboration du projet politique, les accords pour les présidentielles constituent l'essentiel des activités du MEP. L'action sur le terrain est reléguée au second plan : aux opposants à la construction de la centrale de Plogoff, le MEP ne propose qu'une aide technique et si le MEP prévoit une action à La Hague en juin, se sera sous la forme d'une contribution à l'information, loin du site. Le MEP ne veut pas de nouveau Creys Malville, mais face à la violence et à la détermination de l'Etat, ses propositions paraissent bien minces. Le MEP en est-il à une étape de réflexion ?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que la création n'augure pas dans l'immédiat en tous cas d'un renouveau des comités écologistes disparus dans l'après 1978.

D. DELORME

Plusieurs phénomènes, qui découlent d'une volonté politique du pouvoir, expliquent cette évolution. D'abord, depuis 1976, on observe un renversement de la tendance vis-à-vis de l'engagement dans l'armée. Après plusieurs « années creuses », où le nombre des jeunes s'engageant était particulièrement faible, on constate une nette progression. Le chômage auxquels sont confrontés les jeunes dans la vie civile en est sans doute une raison, mais l'augmentation des soldes des engagés et des sous-officiers — augmentations décidées après les mouvements dans l'armée en 1974-75 — en est une autre, certainement plus importante. Plus fondamentalement, ce sont les orientations mêmes qui sont données à l'armée française qui expliquent cette évolution : la loi de programmation 1977-82 a dégagé en réalité trois priorités : la force de dissuasion, les forces d'interventions extérieures (priorité encore renforcée par Giscard ces derniers mois) et la gendarmerie. Ces trois orientations, qui nécessitent un personnel « spécialisé » ne pouvaient se traduire que par une augmentation du nombre des soldats de métiers, et corrélativement une diminution du pourcentage des appelés.

Les explications avancées pour justifier ce qui est, de fait, un lent glissement vers une armée de métier ne tiennent pas : on parle

DEGRAISSAGE

Il ne saurait évidemment être question de tirer des conclusions d'ensemble des seuls chiffres globaux que nous connaissons. Pour tirer de telles conclusions, il faudrait savoir — unités par unités — où ce sont produits les glissements ; il faudrait savoir aussi comment à évoluer le rapport entre les soldats du contingent profitant d'une réelle formation militaire et ceux qui sont « occupés » à des tâches annexes.

Il n'en reste pas moins qu'une constatation s'impose. En 1977, quand Messmer, ancien ministre de la Défense, eut proposé une armée de métier, ce fut un tollé général : de droite comme de gauche, de nombreuses voix s'élevèrent pour défendre la conscription, présentée comme une garantie pour que l'armée reste au service de la nation, pour reprendre les propos du député PCF Louis Baillot. Trois ans après, force est de constater que l'armée française s'est « dégraissée » de plus de 10 000 hommes du contingent, et que les appelés sont de plus en plus minoritaires...

Nicolas DUVALLOIS

Victoire pour les ouvrières d'ESSILOR

Un procès qui va faire date vient de se tenir à Châlon-sur-Marne. Dix-neuf ouvrières de l'usine Essilor viennent de faire condamner leur direction à verser 320 000 F de rattrapage de salaire, qui sont ainsi réajustés sur ceux des hommes qui font le même travail dans une autre usine du groupe à 150 km de là. Une victoire éclatante contre la discrimination des salaires hommes - femmes, même si la direction a fait appel de cette décision du tribunal des Prud'hommes. Ce procès marquera, d'autant plus que la jurisprudence est encore très rare dans ce domaine.

Essilor : c'est une société qui travaille dans la verrerie optique et qui emploie 4 500 salariés dans quatre usines. En octobre 1978, les ouvriers de l'usine de Ligny-en-Barrois (Meuse) se mettent en grève pour obtenir un franc d'augmentation par heure... Une délégation vient à Châlons, on compare les salaires, les cadences... La surprise est grande

puisque, à l'usine de Châlons, les 96 femmes ont des cadences plus fortes pour des salaires inférieurs ! A Ligny, sur un même poste, un homme produisait 956 verres pour 17,35 F de l'heure, et à Châlons, une femme 1 500 pour 15,20 F. Le résultat ne s'est pas fait attendre, et les ouvrières de Châlons partent elles aussi en grève. Au bout de 22 jours, elles obtiennent que l'écart soit réduit d'un franc. Ce n'était pourtant pas suffisant, et dix-neuf ouvrières décident, avec leur syndicat CGT de porter l'affaire devant les prud'hommes.

Enquête est faite. Malgré toutes les pressions de la direction, le procès a lieu le 13 février 1980, un an et demi après. Le jugement des conseillers prud'homaux est clair : la direction doit payer. Aucune justification possible, car dans ce cas bien précis, les machines sont les mêmes, la production exactement la même. L'argument de la direction a porté essentiellement sur le fait que l'usi-

ne de Ligny était une ancienne usine reconverte où les salaires étaient déjà élevés. Tandis qu'à Châlons, l'usine créée en 1973 avait eu dès le départ des salaires inférieurs. En somme, ce pourquoi les capitalistes partagent la production en établissements séparés... Mais il se trouve que dans ce cas bien précis, le personnel à Ligny est essentiellement masculin, et essentiellement féminin à Châlons. Et la direction d'Essilor est tombée sous le coup de la loi de 1972 interdisant les discriminations de salaires selon le sexe.

Une belle victoire donc

pour les ouvrières d'Essilor, même si la direction a fait appel de ce jugement qui l'oblige à verser près de 320 000 F en tout aux 19 ouvrières. Car si les salaires des femmes restent en moyenne de 33 % inférieurs à ceux des hommes, il est souvent très difficile de prouver que le travail est identique. C'est aussi une victoire pour toutes les travailleuses. Les travailleurs de Ligny l'ont bien compris, qui ont envoyé une pétition avec trois cents signatures pour soutenir l'action des filles de Châlons !

Clair MASSON

Massey Ferguson : 828 suppressions d'emplois

La direction des entreprises françaises de la firme canadienne Massey-Ferguson vient d'annoncer devant le comité d'entreprise son intention de procéder à 828 licenciements. Ces mesures toucheront principalement les usines de Marquette-Lille où 442 emplois sont menacés de disparaître. L'usine de Beauvais, toujours dans le Nord de la France, est également touchée par les mesures de ce qui n'est autre qu'un nouveau plan de restructuration. L'usine de Beauvais est menacée de voir ses effectifs baisser de 219 personnes.

Il y a deux ans déjà, la direction de Massey-Ferguson (fabrication de machines agricoles et notamment de tracteurs) avait procédé à des licenciements au nombre de 636. Pour le trust, avec ces licenciements qui touchent par ailleurs des travailleurs anglais, australiens et américains, il s'agit d'éponger selon lui un déficit, en fait redevenir le numéro 1 sur le marché. Les travailleurs des usines françaises qui comptent au total 5 400 personnes, ont effectué de premiers débrayages en signe de protestation.

Gard : les ouvrières des 3 usines Cacharel en grève

Les ouvrières des usines Cacharel du département du Gard sont en grève totale. Celles de l'usine de Saint-Christol-les-Alès ont tout d'abord arrêté tout travail depuis 15 jours avec leur section syndicale CGT. Les ouvrières de Nîmes qui viennent d'ailleurs de rencontrer leurs camarades de Saint-Christol, sont également en lutte à 65 %.

Enfin, c'est la grève totale également pour les cent ouvrières de l'entreprise du même groupe située à Sommières. Les revendications des grévistes de ces trois usines de prêt-à-porter sont similaires : réduction des cadences, augmentation des salaires, amélioration des conditions de travail. Pour ne citer qu'un exemple, les salaires à St-Christol n'excèdent pas les 2 250 F. Toujours dans l'usine de Saint-Christol, la direction cynique, face à la revendication de baisse des cadences vient de répondre qu'elle proposait aux ouvrières « un mois de délai supplémentaire pour leur permettre de s'adapter aux nouvelles cadences de fabrication » !

Port de Bouc : Mammouth et la politique de l'emploi

M. T. cherche du travail. A l'Agence nationale pour l'emploi de Port de Bouc, on lui propose Mammouth. Le 24 janvier, M. T. se rend au supermarché où M. Forestier, préposé à l'embauche et sous-directeur la prend à l'essai quinze jours à partir du vendredi 1er février. M. T. se rend à son travail, mais dès le samedi 2, Forestier le convoque et lui laisse entendre qu'il manque de rendement, « de gaz » et qu'il va le mettre à la porte.

Le lundi, M. T. à l'heure de l'embauche du matin (il doit effectuer son service l'après-midi) cherche à contacter les délégués du personnel. Forestier le surprend et le menace de le faire sortir du supermarché au militaire. Il est licencié.

Voilà comment si votre tête ne revient pas au patron on va grossir les rangs des chômeurs. Mammouth est un habitué du coup : une bonne partie du personnel est embauché ainsi : quinze jours d'essai puis contrat de trois mois. Combien se sont retrouvés dehors pendant la période d'essai ou après le contrat ? Ce qui permet à Mammouth de maintenir les salaires au plus bas. Tout cela en pleine légalité.

Correspondant Port de Bouc.

En Côte d'or

CONTRE LES LICENCIEMENTS : mercredi dernier 700 travailleurs manifestaient à l'appel de la CGT et de la CFDT pour protester contre la progression du chômage (13 000 chômeurs en Côte d'Or) et plus particulièrement contre 60 licenciements acceptés par l'inspection du travail à Bourgogne électronique (groupe Thomson-CSF) et contre la menace de fermeture de la fonderie Renault-Somua (près de Semur) appartenant au groupe Empain Schneider. Il y a aussi du chômage partiel prévu à la chocolaterie Lanvin et depuis un an à Montbard (société SCMB). Par ailleurs, une trentaine de grévistes protestent contre le licenciement d'un chauffeur de l'entreprise Masson, délégué CFDT.

OCCUPATION A LA SBAP : depuis le jeudi 7 février 21 heures, cette usine de plastique de la banlieue de Dijon est en grève à 85 % avec occupation pour des augmentations de salaires (250 F pour tous) et une réduction du temps de travail. Lundi 11, les cadres ayant essayé de rentrer dans l'usine ont été refoulés à coup de lance à incendie. Mardi, les cadres récidivaient et étaient à nouveau repoussés. La direction a alors saisi le tribunal de référé pour faire appliquer la soi-disant liberté du travail. Le tribunal a décidé la reprise des négociations lundi à 15 heures, mais avec liberté d'accès dès le matin 5 heures.

LES GREVISTES DU CENTRE DE TRI POSTAL DE DIJON GARE EVACUES PAR LA POLICE : devant le refus de négociations pour l'embauche définitive de 49 personnes et contre l'autoritarisme, les postiers avaient décidé à 98 % la grève vendredi à 0 heure. A 13 h 30, la police fait évacuer le centre. A la reprise de l'équipe de nuit, les postiers refusent de rentrer en présence des cars de police. Ceux-ci se sont retirés, mais la grève a repris à 0 heure. La direction refuse de céder, les prétextes : la mise en place à Lonvic d'une machine automatique susceptible de trier 80 000 enveloppes d'un coup et deuxièmement le fait que les revendications seraient d'ordre national.

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19

Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942



Campagne de soutien au Quotidien du Peuple Pour l'existence en France d'un quotidien communiste

ABONNEZ-VOUS, FAITES DES ABONNES
4 MOIS : 100F

Abonnement 1 an : 350F

En cadeau (au choix) :

Un jeu de 10 diapositives inédites sur la Chine

Un livre de 80 pages : « Munich 1938 : de la capitulation à la guerre »

NOM (en majuscules) :
Prénom :
Adresse :
Cadeau choisi :

A retourner à : Le Quotidien du Peuple
BP 225 - 75927 PARIS Cedex 19

Pologne

Des remaniements dans les hautes sphères

Le 8e Congrès du « Parti ouvrier unifié polonais » (révisionniste) s'est terminé ce vendredi. Des remaniements sont intervenus à la tête du Parti et le premier ministre Jaroszewicz a été évincé de la direction du gouvernement après avoir été (avec trois autres) enlevé du Bureau politique dont il était membre depuis 1970. C'est au début de cette semaine que sera désigné le nouveau chef du gouvernement polonais et il y aura peut-être d'autres remaniements.

Le Comité central du Parti est, quantitativement, largement remanié : 39 membres le quittent et il y a 56 nouveaux membres. Parmi les partants, notons deux anciens ministres.

De même le responsable des relations internationales ne retrouve pas sa place au Secrétariat. Parmi les causes principales qui semblent à l'origine des principaux remaniements, la première est celle de la crise économique. Mais les rattachés ne sauraient éliminer une politique qui restera profondément anti-populaire. Les travailleurs polonais ont montré récemment par de grandes manifestations qu'ils s'opposaient à cette politique. De même, lors des manifestations, la domination de l'URSS a été de plus en plus contestée. Gierk a dû tenir compte de ces éléments dans son discours et le choix des dirigeants allant jusqu'à une différence de ton d'avec Moscou.

Turquie

Blindés contre grévistes

C'est à coups de blindés, avec des milliers de soldats... des avions de reconnaissance, que le gouvernement de Demirel (au pouvoir depuis novembre) a écrasé la grève des 11 000 ouvriers du complexe agro-industriel de Tarish à Izmir, dans l'Ouest du pays. La police et la gendarmerie ont procédé à 1 500 arrestations d'ouvriers et d'ouvrières des filatures, qui étaient occupées depuis une dizaine de jours. Les portes de l'usine ont été enfoncées par les blindés. Environ 4 000 autres personnes ont été arrêtées samedi. Elles sont parquées dans les stades d'Izmir !

L'armée est intervenue dans d'autres villes contre les ouvriers qui manifestaient leur soutien à ceux d'Izmir. Une personne a été tuée dans une ville de l'Est, Tunceli. A Isikkent, les métallos ont manifesté pour la reconnaissance du droit de grève, illégale en Turquie. Plusieurs villes autour d'Izmir ont suivi le mot d'ordre de grève générale, lancé au lendemain de la prise d'assaut de Tarish.

Rappelons que les événements ont été déclenchés par l'annonce d'une série de licenciements, auxquels les ouvriers ont riposté par la grève.

Dimanche soir, des incidents ont éclaté dans la banlieue ouest d'Ankara, à la suite de l'assassinat d'un jeune homme de 15 ans.

Les affrontements de ces derniers jours auraient fait une cinquantaine de morts.

Démenti d'Oman

Dans une interview citée par l'agence saoudienne, Abdelaziz Al-Raous, ministre omanais de l'information, a affirmé que le sultanat d'Oman « n'accepte pas et n'acceptera jamais que des troupes américaines soient stationnées sur son territoire, car cela découle des fondements mêmes de la politique omanaise ». Cette déclaration fait suite aux informations faisant état de l'envoi prochain de « marines » américains à Oman.

stationnées sur son territoire, car cela découle des fondements mêmes de la politique omanaise ». Cette déclaration fait suite aux informations faisant état de l'envoi prochain de « marines » américains à Oman.

Corée

Des manœuvres interarmées américano-sud-coréennes sont annoncées pour le 1er mars en Corée du Sud. Alors que 38 000 soldats américains occupent en permanence la partie Sud de la Corée et au moment où s'engagent des négociations entre le nord et le sud, cette mesure constitue une nouvelle provocation.

Portugal

A Lisbonne vendredi, une manifestation a eu lieu pour protester contre la hausse des denrées alimentaires et le refus des autorités de renouveler une vingtaine de conventions collectives, grèves et manifestations se succèdent contre la politique anti-sociale du nouveau gouvernement Sa Carneiro.

A l'Assemblée européenne :

Afghanistan, Jeux de Moscou, Sakharov, Cambodge

L'URSS en question

Après la commission des droits de l'homme de l'ONU condamnant l'agression soviétique en Afghanistan, c'était la première fois de son existence qu'elle se prononçait contre l'URSS, ce fut vendredi, le tour de l'Assemblée des Communautés européennes. En effet, la session s'est clos par le vote de quatre résolutions relatives à des questions internationales.

Outre l'Afghanistan, un premier texte réclame la levée des mesures qui frappent Sakharov et la liberté pour tous les dissidents en vertu de l'application de l'Acte final de la conférence d'Helsinki.

Une seconde résolution « adjure les gouvernements des Neuf de manifester leur réprobation devant l'op-

pression et l'agression soviétiques en conseillant à leurs comités olympiques nationaux de demander à leurs équipes et à leurs athlètes de ne pas participer aux Jeux olympiques de Moscou » et invite les gouvernements à « prendre des mesures pour que les Jeux olympiques aient lieu le plus rapidement possible dans une ville agréée au niveau international ».

Une troisième résolution demande à la commission d'« imposer sur le champ l'embargo sur toutes les ventes d'excédents à l'URSS assorties de subventions ».

Le quatrième texte adopté, présenté par Messames Macciocchi et Borino (radicaux italiens), condamne « l'attitude de l'occupant vietnamien qui ferme les frontières du Cambodge

aux médecins », et prévoit la création d'une commission de l'assemblée chargée de se rendre compte dans ce pays « tant des besoins vitaux que de la distribution correcte des aides en provenance de la Communauté ». Il demande le retrait des troupes vietnamiennes.

Georges Sarre, du PS, a obtenu de l'assemblée qu'elle se saisisse du cas de James Marge, militant azérien, condamné à mort pour sa participation au soulèvement de Soweto. Les présidents de groupe de l'assemblée vont adresser une lettre au président sud-africain pour obtenir que cette peine ne soit pas confirmée en appel.

La répression au Guatemala a également été dénoncée.

Afghanistan :

affrontements plus nombreux et plus violents

« Les Russes n'ont pas réussi jusqu'à présent en Afghanistan et le peuple afghan ne leur permettra pas d'imposer un pouvoir de l'extérieur », a déclaré récemment Gulbadin Hikmatyar. Il est président du Parti islamique et un des représentants de l'« Alliance islamique », Front nouvellement formé regroupant six organisations de résistance avec un conseil suprême. Ceci après avoir indiqué que « durant les 20 mois écoulés, 110 000 afghans ont été massacrés. Les Russes ont aussi pillé ou brûlé des biens et des provisions du peuple afghan ».

Il a également dit que « 40 % de la province de Takhar, et la plupart de la province de Zabul sont maintenant sous le contrôle des combattants de la liberté. Beauboup de Russes ont été tués » a-t-il ajouté.

Dans une interview à un journal finlandais, le président de « L'Alliance islamique » Burhanuddin Rabbani a réfuté les allégations selon lesquelles les troupes russes n'ont pas directement pris part aux opérations. « Ils ne sont pas venus en Afghanistan pour voyager » a-t-il indiqué. Et d'ajouter que les guérillas avaient

« capturé une centaine de soldats russes ».

Selon un autre dirigeant des guérilleros « la plupart de la campagne et des régions frontalières sont sous le contrôle des guérilleros ». Il a de plus condamné l'utilisation de gaz toxique par les troupes russes.

Selon des agences de presse occidentales, ces derniers jours, les affrontements entre les guérilleros et les troupes d'occupation ont été plus nombreux et plus violents en plusieurs points du territoire. Les plus durs ont eu lieu jeudi au-dessus de la ville de Jallalabad,

proche du Pakistan. Un hélicoptère de fabrication soviétique a été abattu.

Engagements également dans deux provinces au Nord du pays, près de la frontière avec l'URSS. La situation serait tendue dans la ville de Kandahar. L'aviation russe est intervenue contre la garnison de Carghan, non loin de la capitale. Un MIG-23 a lâché des bombes, des chars russes sont entrés en action contre la caserne. Tout ça pour essayer de mater la rébellion qui avait éclaté dans la troupe !

Claude LEBRUN



Zimbabwe

Provocations britanniques

Dans la nuit de mercredi à jeudi, trois candidats et deux officiels de la ZANU ont été arrêtés et sont accusés d'avoir aidé des guérilleros qui n'auraient pas rejoint les points de rassemblement du cessez-le-feu.

Jeudi soir, trois explosions avaient lieu à Salisbury, et dans une cité africaine de la banlieue de la capitale. Lord Soames, le gouverneur britannique, voudrait les faire imputer à la ZANU de Robert Mugabe, principale organisation du Front patriotique. Après les attentats contre Mugabe et d'autres dirigeants de la ZANU, les britanniques cherchent à la discréditer et « justifier » la décision du doublement des forces de répression.

En effet, Soames, a décrété la mobilisation d'environ 40 000 réversistes au sein de l'armée et de la police.

D'autre part, les Britanniques ont interdit à la ZANU d'organiser des réunions électorales dans deux districts du Sud-Est du pays, sous prétexte que les autres partis sont incapables d'y mener campagne. Mugabe a déclaré que les pouvoirs que s'est arrogé le gouverneur britannique sont « antidémocratiques et anticonstitutionnels ».

Mugabe a, à plusieurs reprises, menacé de reprendre la guérilla si des sanctions étaient prises contre son parti.

Jeudi, c'est le groupe raciste de Ian Smith qui a

enlevé 17 des 20 sièges réservés exclusivement aux blancs dans le futur Parlement de cent membres.

Au cours d'une conférence de presse, Robert Mugabe a fait état de sa rencontre avec l'autre responsable du Front patriotique, Nkomo, dirigeant de la ZAPU. Cette rencontre avait pour objet de resserrer les liens entre les deux partis avant les élections et ils doivent se revoir. Elections dont la « liberté » est de plus en plus remise en cause.

Par ailleurs, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) a adopté une résolution en 20 points qui condamne la Grande-Bretagne pour avoir maintenu l'état d'urgence, s'être rendue coupable de menaces et

d'actes criminels contre le Front patriotique et avoir autorisé le maintien des troupes sud-africaines. Elle proteste également contre l'absence d'amnistie générale pour les prisonniers politiques et les tortures et tracasseries contre les réfugiés. Le porte-parole de l'OUA a également accusé le fantôme Muzorewa d'avoir reçu une aide de 55 millions de dollars de l'Afrique du Sud, et d'organisations religieuses en Europe et aux États-Unis. L'OUA apportera son aide au Front patriotique qui recevra également des contributions spéciales de plusieurs pays africains.

C.L.

L'hôpital malade du chômage

Pas d'embauche pour les nouvelles infirmières diplômées !

Lille, vendredi 15 février, 16 heures : les élèves infirmières de la promotion sortante apprennent les résultats du diplôme d'État : « seulement » 15 échecs. Après 28 mois de stage, c'est la joie de posséder enfin son diplôme. Pourtant cette joie risque d'être de courte durée... Comme le proclame une banderole des élèves infirmières : « Reçues ou collées, pas de ségrégation, une seule carte, celle de l'ANPE ! ».

En effet, au CHR, selon une promesse orale de l'administration, il n'y aura que 125 élèves-infirmières qui seront embauchées (au 1^{er} mars) sur les 500 nouvelles diplômées qui ont été formées soit à l'école d'infirmières de Lille, soit dans les établissements publics ou privés de la banlieue lilloise.

POUR LA PREMIERE FOIS EN FRANCE...

C'est pour faire connaître

largement cette situation scandaleuse que les élèves-infirmières, la CGT et la CFDT, ont convoqué la presse ce même jour avant les résultats. Une conférence de presse, une réunion plutôt, ou une trentaine de syndiqués (es) et de non-syndiqués (es) font le point sur la formation et sur la situation nouvelle qui leur est faite. Nouvelle dans le domaine de la santé, car c'est la première fois en France que des infirmières

nouvellement diplômées se retrouvent massivement au chômage, à Lille, mais aussi à Valenciennes (où seulement 30 infirmières sur 95 peuvent espérer être prises, le nouvel hôpital n'étant pas encore ouvert, faute de crédits), Lens (15 sur 75), Strasbourg, Toulouse, Caen, Dunkerque... Il s'agit d'un problème d'ampleur nationale.

LA RENTABILISATION CAPITALISTE APPLIQUEE AU DOMAINE DE LA SANTE

C'est, en neuf mots, le résumé de ce qu'ont vécu concrètement les élèves infirmières :

— D'abord 28 (et maintenant 32) mois de quasi bénévolat au CHR ; travail à

mi-temps ; travail à temps plein pendant un mois d'été, pour 500 F en première année, 1 100 F pour la seconde année, et ce, uniquement pour les inscrites à l'école d'infirmières (les autres devant travailler gratuitement).

— Ensuite, un stage pré-professionnel à la fin de la formation ; sept semaines = 1 650 F. En fait, l'élève infirmière remplace une infirmière en poste, avec la responsabilité qui lui incombe.

Le CHR ne saurait pas fonctionner sans les élèves-infirmières qui forment une main-d'œuvre à bon marché. Il ne faut pas oublier non plus les stages de nuit qui sont obligatoires et non rémunérés.

— Enfin, au bout du compte, le diplôme, mais quel emploi ?

DU TRAVAIL, IL N'EN MANQUE PAS !

Les syndicats ont pourtant estimé en 1976, qu'au CHR de Lille, par exemple, il manquait 700 postes rien que pour les infirmières.

De nombreux services n'ouvrent pas, faute de crédits : les élèves-infirmières citent l'exemple du 7ème niveau à l'hôpital de cardiologie, des malades qui doivent se contenter de lits dans les couloirs en traumatologie.

Les personnels hospitaliers sont débordés : l'an passé, dans un service du CHR, les infirmières se sont mises en grève pour le doublement des effectifs.

On aménage des horaires de manière à ce qu'une seule infirmière prenne en réalité deux postes.

Il n'empêche qu'après avoir été abondamment utilisées, les élèves-infirmières ne savent pas si au 1^{er} mars, elles auront un emploi.

Il y a 140 élèves sous contrat, qui devraient donc bénéficier d'un emploi au CHR, pourtant l'administration n'est même pas en mesure d'honorer ses contrats, et compte sur les échecs au diplôme et sur les démissions d'infirmières dans les services.

Dans les hôpitaux et les cliniques privées, on propose des contrats de 3 à 6 mois, ou la déqualification, avec des emplois d'aide-soignants.

TOUS CONCERNES !

Mais chez les élèves infirmières, l'atmosphère n'est pas à la résignation. A Lille, une partie d'entre-elles a choisi la lutte, dans l'unité CGT-CFDT — non-syndiquées. A Strasbourg des manifestations ont eu lieu récemment.

En définitive, c'est le droit à la santé qui est menacé, nous sommes tous concernés.

Corresp. LILLE

Le huis-clos de Prague brisé

Les téléspectateurs tchèques ont pu voir le procès des signataires de la Charte des 77 sur leur écran.

Les télévisions allemande et autrichienne ont diffusé mercredi soir la pièce de théâtre évoquant le récent procès de Prague au cours duquel Vaclav Havel a été condamné. C'est le 19 décembre dernier que l'AIDA (Association de défense des artistes victimes de la répression) donnait une première représentation du procès des membres du VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies). Le lendemain, les membres du VONS étaient condamnés à de lourdes peines.

Pour donner plus d'efficacité à sa protestation, l'AIDA décidait alors de produire ce spectacle à proximité de la Tchécoslovaquie. C'est dans un vieux dépôt de tramways de Munich que Patrice Chéreau reprenait le spectacle intitulé « Le procès de Prague 1979 ou la Charte 77 devant ses juges ». De nombreuses personnalités prêtaient leur concours à ce spectacle notamment Simone Signoret et Yves Montand. Cette représentation filmée par les télévisions de RFA et d'Autriche a pu être captée par les téléspectateurs tchèques. Le huis clos du procès est brisé.

Marseille : raciste, la police ?

2 février, 14 h 05 : le train Port-de-Bouc - Marseille s'arrête en garde de l'Estaque.

Deux agents de police montent dans le train, se saisissent violemment d'un homme, le traînent sur le quai, lui tordent les bras, le jettent à terre en lui tirant les cheveux en arrière, le bourrent de coups de pied.

Cet homme n'était pas en règle et c'est le contrôleur du train qui, d'une gare en avant, avait prévenu la police (cela arrive de temps à autre).

Mais, le crime, le crime absolu : c'était un immigré. Cette agression a eu des témoins qui se sont manifestés : plusieurs personnes ont adressé une lettre de protestation à la préfecture.

Correspondant

Contre les expulsions d'étudiants étrangers

A Rouen, les étudiants marocains sur lesquels pesaient des menaces ont obtenu des dérogations pour s'inscrire, à la suite de 12 jours de grève des étudiants. Une manifestation contre les expulsions et contre la circulaire Bonnet est prévue pour le 27 février.

A Amiens, les étudiants en droit, en sciences et en sciences économiques sont en grève depuis jeudi, pour protester contre le refus de délivrer une carte de séjour à un étudiant étranger. Vendredi, au cours d'une manifestation, la police est intervenue, et a interpellé trois jeunes gens.

Stagiaires Léo Lagrange

Une cinquantaine de salariés grévistes de la Fédération Léo Lagrange ont occupé le siège de la fédération, vendredi toute la journée. La veille, ils n'avaient obtenu aucune réponse positive à leurs revendications, qui concernent à la fois les salaires et le type de formation dispensé par la fédération. Dirigée par Mauroy, du PS, cette association n'hésite pas à faire du profit à coups de stages Barre...

Le ministère de la Santé ferme le CIRM

Le CIRM, c'était le seul centre public d'information sur la sexualité, la maternité, la régulation des naissances. Quelques semaines après le vote reconduisant la loi Veil, le personnel apprenait brusquement qu'on n'avait plus besoin de ses services. Il s'est aussitôt mis en grève. Certains, comme Hélène Missoffe, présidente démissionnaire, estiment que maintenant que la loi sur l'avortement est définitivement votée, un tel centre n'a plus de raison d'être. Créé après le premier vote de la loi Veil, le centre avait reçu en 1979, 19 500 appels téléphoniques. La même année, près de 20 000 personnes avaient assisté à des projections assurées grâce à son service de prêt. Les différents services vont être éparpillés. Combien de fois n'a-t-on pas entendu, pourtant, au cours du débat parlementaire sur l'avortement, des députés y compris de la majorité, dire que l'information dans tous ces domaines était prioritaire ?

Communiqué

Le 21 février, à l'occasion de la journée anti-impérialiste, le Comité de section de Montpellier du Parti communiste marxiste-léniniste organise un meeting-débat pour dénoncer l'agression soviétique en Afghanistan. Ce meeting a lieu à 20 h 30 à la salle Hexagonale de la mairie du Polygone à Montpellier.

Camille Granot, membre du Comité central du PCML, expliquera les positions internationales de notre parti et répondra aux questions posées au cours du débat.

Cette réunion est soutenue par : L'Association générale des étudiants gabonais, l'Association des stagiaires et étudiants des Comores, l'Association des étudiants d'origine malgache, l'Union nationale des étudiants de Centre-Afrique, l'Union des étudiants iraniens en France, l'Union nationale des étudiants de Côte-d'Ivoire. Le Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France (section Montpellier) est invité à cette soirée et y participera.



Elle était employée aux chèques postaux de Paris...

Dans la nuit du 13 au 14 février, Jeanine Causse, employée aux chèques postaux de Paris, se donnait la mort. Comme Imbert Ortega postier au centre de tri automatique de Trappes. Comme les dizaines d'autres qui les ont précédés. Comme eux, elle a craqué, elle n'a pu supporter les conditions de vie et de travail que les PTT imposent dans la Région Parisienne, à des milliers de jeunes qu'elles déportent dans la capitale. Un travail d'une monotonie déprimante, un logement

qui n'en est souvent pas un, des salaires particulièrement bas. Et surtout, le déracinement dont on ne sait pas combien de temps il va durer, quand on arrive ici. Aujourd'hui, l'administration ose même envisager de remettre en cause ce droit aux mutations.

Elle doit se croire tout permis. A Tours, et sans doute ailleurs, elle embauche. Quand on y regarde de plus près, il y a de quoi se révolter, elle propose à des jeunes des stages de 4 mois. Pour ceux qui ont moins de

18 ans, se sera 500 F par mois, pour 40 h par semaine. Pour les plus de 18 ans, 75 % du SMIC. Dans le même temps, 20 000 personnes qui ont été reçues à tel ou tel concours PTT attendent en vain leur nomination. Pour certains, l'attente dure depuis plus de deux ans. Et des emplois sont supprimés à Carcassonne, les facteurs de la recette principale sont en grève, parce qu'on veut supprimer 3 emplois, et mettre fin aux tournées de l'après-midi.

« Il n'y a pas de recul du projet historique du mouvement de libération en Palestine »

Suite et fin de notre entretien avec le journaliste Ilan Halevi

Réalisé par Jean-Paul GAY

Militant en faveur de la cause palestinienne, contraint de fuir l'État d'Israël, le journaliste israélien Ilan Halevi estime qu'il n'y a pas de remise en cause du projet de libération de la Palestine — qui est celui du mouvement de libération palestinien — mais, souligne-t-il, il ne peut être fait abstraction du problème consistant à réunir les conditions pour avancer vers de nouvelles étapes de la lutte.

C'est ce point de vue qu'il développe ici, après avoir évoqué les conditions actuelles de la lutte du peuple palestinien, et l'évolution relative des positions occidentales vis-à-vis de la résistance palestinienne (voir nos dernières éditions). Pour agir de façon indépendante, celle-ci doit faire preuve d'une vigilance de tous les instants, comme l'a souligné, il y a quelque temps, le conflit avec le régime libyen.

1979 entre les autorités libyennes et la Résistance palestinienne ?

► Selon certains commentaires, les points marqués par l'OLP, s'ils viennent du recul des occidentaux, viendraient aussi, dans une certaine mesure, de reculs de l'OLP elle-même ?

Je pense que c'est une fausse interprétation. L'évolution de la situation diplomatique de l'OLP constitue une victoire importante. Le peuple palestinien n'a jamais souhaité l'isolement international qui a été le sien pendant des décades, il n'a pas la vocation du martyr, ni l'amour du rôle de la victime.

Je ne pense pas qu'on puisse attribuer les succès diplomatiques de l'OLP à un recul de la position palestinienne. D'abord, parce que la revendication d'un État indépendant sur une partie de la Palestine, qui coexisterait pour une période indéfinie — mais pas infinie — avec l'État d'Israël, ne date pas d'hier. En fait, la résistance palestinienne s'est prononcée, dès le lendemain de la guerre d'octobre 1973, pour une étape transitoire qui serait la création d'un pouvoir national palestinien sur les territoires occupés depuis 1967. Cela a été concrétisé par les décisions du Conseil national palestinien de l'été 1974. Donc, cela fait cinq ans et demi que la Résistance palestinienne a formulé des exigences politiques immédiates, qui sont dans une certaine mesure en accord avec les exigences de la communauté internationale, les résolutions des Nations-Unies, etc. Si recul il y a eu, c'est au lendemain de la guerre d'octobre qu'il a eu lieu, et pas aujourd'hui.

Mais, je ne pense pas que la position adoptée alors par la Résistance palestinienne, ait constitué véritablement un recul par rapport à ses objectifs même si elle peut sembler constituer un recul par rapport à certaines idées qui avaient cours à la fois dans la Résistance palestinienne, dans le monde arabe, et dans la gauche internationale, avant la guerre d'octobre 1973.

« IL Y A EU RECU DES ILLUSIONS, PAS DU PROJET DE LIBÉRATION NATIONALE »

Le peuple palestinien a été rayé de la carte du Moyen-Orient en 1948. Lorsque le peuple palestinien a commencé sa lutte armée, en 1965, il était dans un isolement international absolu. Et c'est sa lutte, exclusivement sa lutte, avec ses implications sur l'ensemble du jeu politique régional et international, qui a effectivement réussi à remettre la question palestinienne à l'ordre du jour des organismes internationaux. C'est-à-dire à consacrer la résurrection d'un peuple qui avait été rayé de la carte. Et par rapport à ce projet fondamental



Yasser Arafat à Téhéran, avec le fils de l'ayatollah Khomeiny et Bani Sadr, pour le premier anniversaire de la Révolution iranienne : un souci commun d'indépendance.

qui était celui de la Révolution palestinienne : empêcher la disparition d'un peuple et faire renaître une nation condamnée à l'anéantissement, il n'y a pas de recul, il y a marche en avant. Maintenant, par rapport aux illusions qui ont fleuri entre 1968 et 1973, concernant la possibilité pour la Résistance palestinienne non seulement de libérer à court terme toute la Palestine par la lutte armée, mais aussi d'enflammer la région, d'être le fer de lance d'une révolution sociale dans toute la région arabe, il y a effectivement recul. Mais, c'est le recul de ces idées, ce n'est pas le recul du projet historique de libération nationale du peuple palestinien.

Il y a eu une discussion au lendemain d'octobre 1973 sur l'opportunité ou non pour la Résistance palestinienne de formuler des objectifs à court terme, en-deça de la revendication d'un État laïc et démocratique sur la totalité de la Palestine. A mon avis, la question, lorsqu'elle est posée comme ça, fait abstraction du rapport de force et des alternatives. Si les Palestiniens avaient effectivement le choix, aujourd'hui, entre établir un État démocratique sur la totalité de la Palestine, et établir un État arabe indépendant sur une partie de la Palestine, il est absolument évident que l'ensemble des masses palestiniennes préféreraient la première solution. Et il est évident, dans ces conditions, que préférer la seconde, constituerait un acte de capitulation. Sauf que telle n'est pas l'alternative et que telle n'a jamais été l'alternative, en tout cas pas depuis la guerre d'octobre 1973.

La libération totale de la Palestine suppose la destruction du sionisme. Celle-ci peut être obtenue de deux manières : soit que le sionisme soit mis en crise diplomatique et militaire de l'ex-

térieur, soit qu'il s'effondre de l'intérieur par la désaffection des masses israéliennes par rapport à l'idéologie qui domine l'État sioniste, et, bien entendu, par toutes les combinaisons possibles et imaginables de ces deux formules.

Or, pour le moment, il est évident que non seulement l'ensemble de la structure internationale est garantie de l'existence de l'État sioniste dans ses frontières de 1949, mais que la société israélienne reste aujourd'hui unie, pour l'essentiel, par un consensus de non-remise en question de l'État sioniste, au moins dans ses frontières du 4 juin 1967.

LA RECHERCHE D'UNE BASE POUR MENER UNE LUTTE PROLONGÉE

Dans ces conditions là, la question qui se pose pour les Palestiniens est une question de lutte prolongée, une lutte politique, militaire, diplomatique, économique, à long terme contre l'État sioniste, une lutte qui suppose effectivement la possibilité de diviser la société israélienne de l'intérieur et d'introduire des contradictions entre Israël et ses alliés. Et pour mener cette lutte, il faut avoir une base de survie suffisante. Or, l'histoire récente a prouvé que les bases matérielles dont dispose le peuple palestinien aujourd'hui sont extrêmement fragiles. Les massacres de Septembre Noir en 1970, en Jordanie, l'avaient matérialisé. Les massacres de Palestiniens au Liban, en 1975 et 1976, ont à nouveau illustré la fragilité des bases matérielles sur lesquelles la Révolution palestinienne existe tant qu'elle n'a pas une assise territoriale et politique souveraine. A mon avis, c'est dans ces termes là que se pose la question. Il n'est pas question pour la Ré-

sistance palestinienne de renoncer à l'objectif stratégique de libération de toute la Palestine. Si la direction de la Résistance palestinienne imaginait un instant qu'elle puisse y renoncer, elle se couperait de l'opinion populaire palestinienne. Or, elle sait très bien que toute son existence est liée notamment au soutien populaire dont elle continue de jouir de la part des masses palestiniennes en exil.

La question n'est pas de renoncer mais de définir les conditions minimales pour continuer le combat. Les conditions minimales ce sont effectivement d'isoler Israël et de faire évoluer le rapport de force politique à l'échelle de la région et à l'échelle internationale, de façon à assurer au peuple palestinien une base qui lui permette d'aborder les étapes suivantes. En même temps, il faut aussi approfondir l'analyse des étapes suivantes et de l'objectif stratégique.

Pour créer un État démocratique sur la totalité de la Palestine, il faut bien quelque part qu'une partie des masses israéliennes devienne partie prenante de ce projet d'État commun. La Résistance palestinienne, en acceptant de formuler des objectifs politiques à court et moyen terme qui ne sont pas en contradiction fondamentale avec les décisions actuelles de l'ONU n'opère pas un recul mais un approfondissement de sa propre perspective.

LES CONTRADICTIONS AVEC LE RÉGIME LIBYEN ET LEUR ENJEU

► La résistance palestinienne continue à se heurter à des manœuvres hostiles au sein du monde arabe. A cet égard, que penser des contradictions qui se sont manifestées à la fin de

Le gouvernement libyen a tenté, dans sa guerre de propagande, d'isoler le Fath des autres organisations palestiniennes en le désignant comme l'objet principal de son ressentiment. Ce qui était une façon de ménager les autres organisations palestiniennes, accréditant l'idée que le conflit n'était pas avec l'OLP mais uniquement avec le Fath. Et cela, justement, nous ramène à un élément fondamental dans la problématique du rapport entre les États arabes et la Résistance palestinienne : c'est le Fath qui représente de la façon la plus irréductible la volonté d'indépendance palestinienne par rapport aux stratégies et aux manipulations des régimes arabes. C'est donc à cause de cette volonté d'indépendance et ce refus de tutelle de régimes arabes qui se veulent, par leurs discours, les plus progressistes et les plus radicaux, que le Fath est désigné périodiquement à leur vindicte.

Les contradictions les plus récentes sont avec la Libye. Elles sont restées à un niveau relativement bénin si on les compare à l'affrontement palestinien-irakien de 1978, c'est-à-dire au moment où un groupe soi-disant dissident du Fath, entièrement financé et armé par le régime baassiste en Irak, a procédé à l'assassinat systématique de responsables palestiniens de par le monde.

L'assassinat d'Ezzedine Kalaf à Paris avait été alors applaudi et revendiqué par la presse de la composante irakienne du Front du Refus. C'est également très limité si on le compare à l'affrontement militaire sanglant entre l'armée syrienne et la Résistance palestinienne pendant la guerre civile au Liban.

Ce qui est certain, c'est que l'indépendance et la volonté d'indépendance de la Résistance palestinienne, rentrent en contradiction périodique avec les projets hégémoniques, généralement présentés comme unitaires, de tel ou tel État arabe sur l'ensemble de la région. Il y a des tentatives permanentes des États arabes de mettre l'OLP au pas, c'est-à-dire d'assujettir la politique palestinienne aux intérêts des divers États arabes qui sont tous plus ou moins partie prenante dans le conflit.

Il y a eu les massacres de Jordanie, puis ceux du Liban, puis l'intervention syrienne, puis les assassinats irakiens, puis la trahison sadatienne. Et tout récemment, l'affrontement avec la Libye. Il semble qu'à tour de rôle, chaque État arabe du Moyen-Orient soit amené à exercer des pressions de diverses formes sur la Résistance palestinienne, et que le type d'argumentation employée pour justifier ces pressions et ces attaques, varie en fonction de la coloration idéologique que ces régimes se donnent.

Je pense qu'un des résultats les plus concrets de cette suite d'atteintes à l'indépendance palestinienne, c'est de renforcer la conviction des masses palestiniennes dans la nécessité de conduire leur lutte de façon indépendante, et de consolider l'unité autour de l'OLP.